Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Des accapareurs de terres aux cowboys du carbone: nouvelle ruée sur les terres communautaires

Par Grain
Mondialisation.ca, 27 septembre 2024
grain.org

Thème: Environnement, Pauvreté et inégalités sociales, Transnationales

Dans une récente interview accordée au New York Times, on a demandé au milliardaire philanthrope **Bill Gates** s'il y avait des types de projets dans lesquels il n'investirait pas pour compenser ses émissions de gaz à effet de serre.

« Je ne plante pas d'arbres », a-t-il répondu, ajoutant qu'il était totalement absurde de planter des arbres pour lutter contre la crise climatique. « Je veux dire, sommes-nous des scientifiques ou des idiots ? Lesquels voulons-nous être ? [1] »

Microsoft, l'entreprise sur laquelle il a bâti sa fortune et qu'il conseille encore activement, selon des sources internes, voit les choses différemment. En juin 2024, le géant de la technologie a acheté 8 millions de crédits carbone au Timberland Investment Group (TIG), un fonds détenu par le bailleur de fonds brésilien BTG Pactual, spécialisé dans l'agroalimentaire[2]. TIG est en train de lever un milliard de dollars des États-Unis pour acheter et convertir des pâturages en plantations d'eucalyptus à grande échelle dans le Cône Sud de l'Amérique latine[3]. Au fil de leur croissance, ces arbres absorbent le carbone de l'atmosphère et le stockent dans leurs racines, leurs troncs et leurs branches. TIG procédera à l'évaluation de la quantité de carbone éliminée et la vendra sous forme de crédits carbone à Microsoft et à d'autres entreprises.

Chaque crédit carbone acheté à TIG par Microsoft est censé compenser une tonne des émissions générées par l'entreprise en brûlant des combustibles fossiles. C'est l'un des principaux moyens utilisés par Microsoft et de nombreuses autres entreprises pour parvenir à « zéro émission nette », tout en continuant à brûler des combustibles fossiles.

L'accord conclu par Microsoft avec TIG, qui serait la plus grande « transaction portant sur des crédits d'élimination du dioxyde de carbone » de l'histoire, n'est qu'un des nombreux investissements réalisés par Microsoft dans les plantations d'arbres pour compenser ses émissions[4].

Le bailleur de fonds Rabobank, spécialisé dans le secteur agroalimentaire, est une autre source de crédits carbone pour l'entreprise technologique. Lui aussi acquiert actuellement des terres au Brésil pour y planter des arbres, en l'occurrence en partenariat avec une famille d'agro-industriels locaux connus pour leur bilan désastreux en matière de déforestation illégale et de fraude[5]. Mais la plupart des crédits carbone que Rabobank vend à Microsoft proviennent de son programme de plantation d'arbres sur les terres de petites exploitations de café et de cacao en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Ce programme, appelé Acorn, utilise des satellites et une plateforme numérique de Microsoft

pour mesurer le nombre et la taille des arbres d'ombrage plantés par les agriculteurs et agricultrices sur leurs exploitations, puis pour calculer le carbone qu'ils ont retiré de l'atmosphère. Il vend ensuite le carbone à Microsoft sous forme de « crédits carbone » pour environ 38 dollars l'unité, en prenant une part de 20 % pour lui-même et son partenaire local, et en versant aux exploitant·es ce qui reste des recettes[6].

L'un des problèmes majeurs du programme de Rabobank, identifié lors d'une enquête sur son projet en lien avec des exploitations cacaoyères en Côte d'Ivoire, est qu'il surestime largement le carbone éliminé – dans ce cas, de 600 % [7]! Qui plus est, le gouvernement de Côte d'Ivoire affirme que Rabobank profite probablement d'une double rémunération (« double dipping », en anglais), car il y a d'importants recoupements entre son projet et un programme financé par la Banque mondiale qui a déjà généré et vendu des crédits carbone provenant d'arbres plantés dans de petites exploitations cacaoyères de la même région.

Cette situation « absurde », pour reprendre le terme employé par B. Gates, n'a pas empêché un nombre croissant d'entreprises, de gouvernements et de milliardaires – sans parler de tout un nouveau secteur de consultant·es en climatologie et de courtiers en carbone – de promouvoir l'idée que les émissions provenant des combustibles fossiles peuvent et doivent être compensées par la plantation d'arbres ou d'autres cultures qui séquestrent le carbone.

Ces projets ont eu une histoire mouvementée qui remonte au protocole de Kyoto de 1997, mais ils n'ont vraiment pris leur essor qu'après l'Accord de Paris sur le climat de 2016, quand les gouvernements ont approuvé la notion de compensation et de marché du carbone comme un moyen efficace d'inciter les entreprises à réduire leurs émissions[8]. Aujourd'hui, la plupart des projets de compensation s'inscrivent dans ce que l'on appelle le « marché volontaire », dans lequel des entreprises privées du Nord global gèrent la certification et la vente de crédits carbone aux entreprises qui souhaitent montrer qu'elles prennent des mesures pour lutter contre le changement climatique. Les projets, qui se situent en grande partie dans le Sud global, peuvent aller de la distribution de fourneaux de cuisson propres au Malawi à la préservation des forêts tropicales en Indonésie. L'idée de base est que le projet permet d'éviter des émissions qui auraient eu lieu sans lui, ou qu'il permet d'éliminer du dioxyde de carbone (CO2) de l'atmosphère. Les fourneaux améliorés et la préservation des forêts tropicales correspondent par exemple à des *évitements* d'émissions. La plantation d'arbres, en revanche, est la forme d'*élimination du carbone* la plus répandue.

Dans une étude réalisée en 2024, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) indique que le nombre de projets de plantation d'arbres destinés à générer des crédits carbone a triplé au cours des trois dernières années[9]. Selon le WRM, cette augmentation est en partie due au grand nombre de scandales fortement médiatisés dans les programmes d'évitement des émissions, connus sous le nom de « REDD+ » [10]. De nombreux projets visant à préserver les forêts ont été retirés ou suspendus des marchés du carbone après que des enquêtes ont montré qu'ils étaient basés sur des scénarios invraisemblables concernant la menace de déforestation ou qu'ils étaient à l'origine de violations des droits humains et d'autres préjudices à l'encontre des communautés locales. En conséquence, selon le WRM, les entreprises s'intéressent de plus en plus à la plantation d'arbres comme source de crédits carbone à « haute intégrité ». Il en résulte une course effrénée vers l'acquisition de terres destinées à des plantations d'arbres.

L’accaparement des terres agricoles pour la compensation carbone

Depuis des années, activistes et scientifiques avertissent que les programmes visant à compenser les émissions de carbone par la plantation d’arbres ou d’autres cultures risquent d’entraîner une recrudescence de l’accaparement des terres, en particulier dans le Sud global[11]. La justesse de ces avertissements se vérifie aujourd’hui.

GRAIN a passé au peigne fin les différents registres de projets de compensation des émissions de carbone pour tenter de mieux comprendre ce nouvel accaparement des terres et de suivre son évolution. Nous avons identifié 279 projets de plantation d’arbres et de cultures à grande échelle destinés à générer des crédits carbone, lancés par des entreprises depuis 2016 dans le Sud global. Ils couvrent plus de 9,1 millions d’hectares de terres, soit une superficie équivalente à celle du Portugal. *(Voir Encadré 1 : Ce qui est inclus et ce qui n’est pas inclus dans la base de données sur les transactions foncières).*

Ces transactions constituent une nouvelle forme massive d’accaparement des terres qui ne fera que raviver les conflits et les pressions sur les terres qui couvent encore depuis la dernière vague mondiale d’accaparement des terres qui a éclaté en 2007-2008 dans le sillage des crises alimentaire et financière mondiales. Elles signifient également que de nouvelles sources de financement alimentent désormais les coffres des entreprises spécialisées dans l’accaparement des terres des communautés du Sud afin d’enrichir et de servir les grandes entreprises, principalement basées dans les pays du Nord.

Compilé par GRAIN. Développement technique par l’UChicago Data Science Institute, avec le soutien du 11th Hour Project.

> **Encadré 1 :** Ce qui est inclus et ce qui n’est pas inclus dans la base de données sur les transactions foncières.
>
> ***Qu’est-ce qui est inclus ?***
>
> Nos données couvrent les projets de tous les principaux registres de projets de compensation volontaire. Il s’agit des registres suivants : American Carbon Registry (ACR), Climate Action Reserve (CAR), Gold Standard (GS), Verra (VCS), BioCarbono (BC), Cercarbono (CV) et Plan Vivo (PV). Notre base de données comprend également les cas mentionnés sur le site web farmlandgrab.org qui ne figurent pas encore dans les registres.
>
> Les projets figurant dans notre base de données sont limités aux projets qui :
> – font intervenir la plantation à grande échelle de cultures et/ou d’essences d’arbres sur une superficie combinée de plus de 100 ha dans le but de produire des crédits carbone ;
> – sont menés par des entreprises extérieures aux communautés ;
> – ont été lancés entre 2016 et le 31 mars 2024 (c’est-à-dire après l’Accord de Paris) ; et
> – sont situés dans les pays du Sud global.
> Les projets font intervenir soit 1) la création de plantations à grande échelle, soit 2) la production sous contrat avec de petit·es exploitant·es agricoles. Mais tous les projets lient l’utilisation des terres aux conditions du projet pendant 20 ans ou plus.
> ***Qu’est-ce qui n’est pas inclus ?***
> Les projets REDD+, qui visent à éviter la déforestation, ne sont pas inclus. Certains

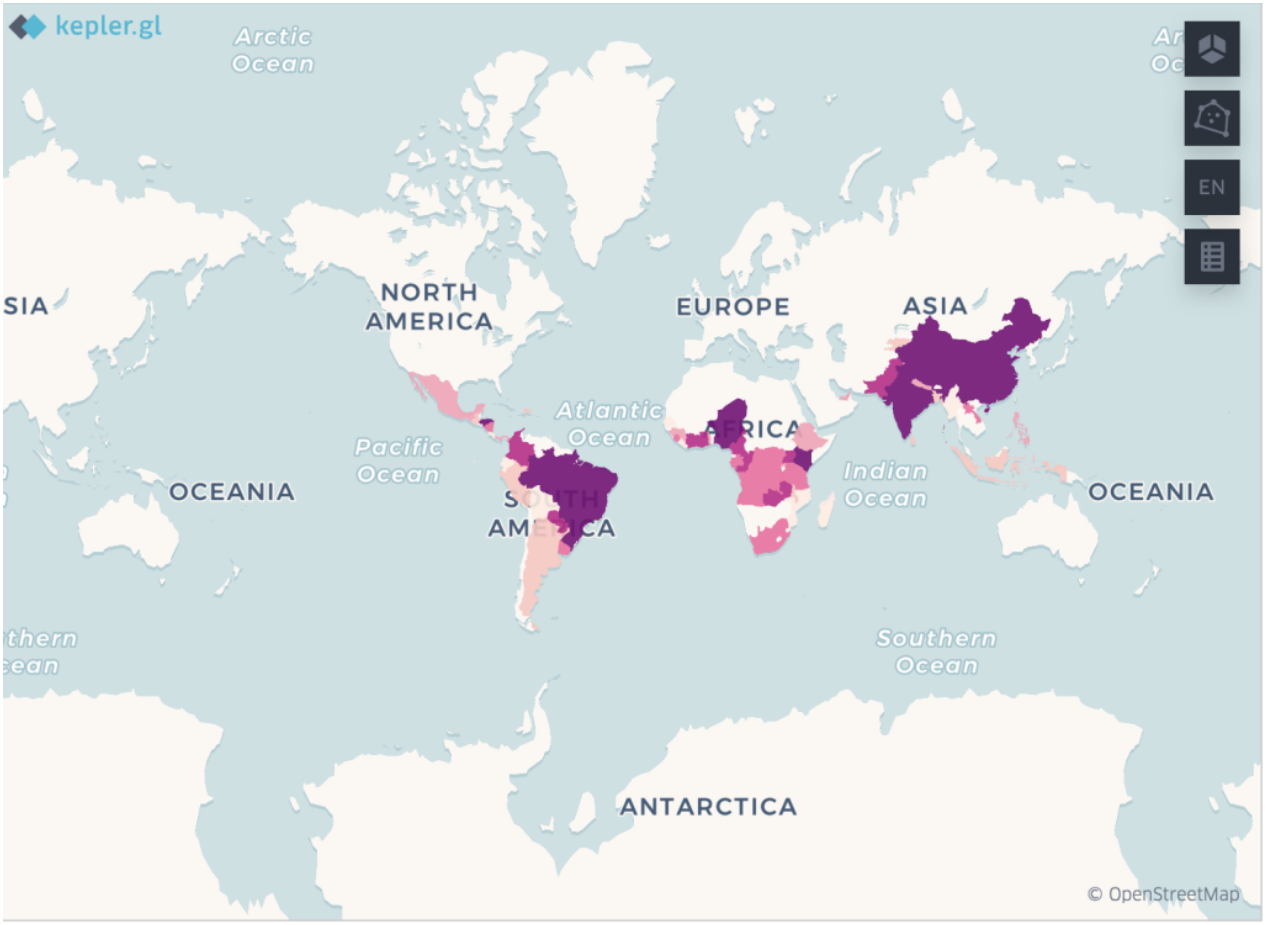
types de projets qui produisent des crédits carbone grâce à la plantation d'arbres ou à l'agriculture sur de vastes superficies ne sont pas non plus inclus. Il s'agit des projets suivants :
– les projets de gestion des pâturages, qui affectent l'accès aux terres et les pratiques traditionnelles des populations pastorales ;
– les projets de restauration ou de création de mangroves, dans le cadre desquels de vastes zones côtières sont occupées pour la plantation de palétuviers ; et
– les projets qui génèrent des crédits de carbone en incitant les exploitant·es à mettre en œuvre des pratiques agricoles censées accumuler du carbone dans les sols, souvent appelées « agriculture carbone ».

Ces projets sont extrêmement importants et peuvent avoir des impacts tout aussi graves sur les communautés, y compris l'accaparement des terres, mais ils n'ont pas été inclus ici pour que la base de données reste gérable[12]. Nos données n'englobent pas non plus les projets situés dans les pays du Nord, comme la Nouvelle-Zélande, l'Écosse et l'Australie, où les programmes nationaux qui encouragent la plantation d'arbres pour compenser les émissions de carbone ont entraîné un déplacement de la production alimentaire et porté atteinte à l'accès des paysan·nes à la terre[13].

À ce jour, 52 pays du Sud global ont été ciblés par ces projets. Quatre pays accueillent à eux seuls la moitié des projets : la Chine, l'Inde, le Brésil et la Colombie, qui développent leurs propres industries de développement de projets carbone. Mais les projets menés dans ces pays représentent moins d'un tiers de la superficie totale des terres concernées. La région la plus touchée, en termes de superficie, est l'Afrique, où les projets couvrent plus de 5,2 millions d'hectares[14].

Nombre de ces projets concernent des transactions foncières visant à créer des plantations géantes d'eucalyptus, d'acacia ou de bambou. Il s'agit généralement de pâturages ou de savanes qui étaient jusqu'à présent utilisés par les communautés locales pour faire paître le bétail ou pratiquer des cultures vivrières.

Superficie des terres consacrées aux plantations de carbone dans les pays du Sud, par pays



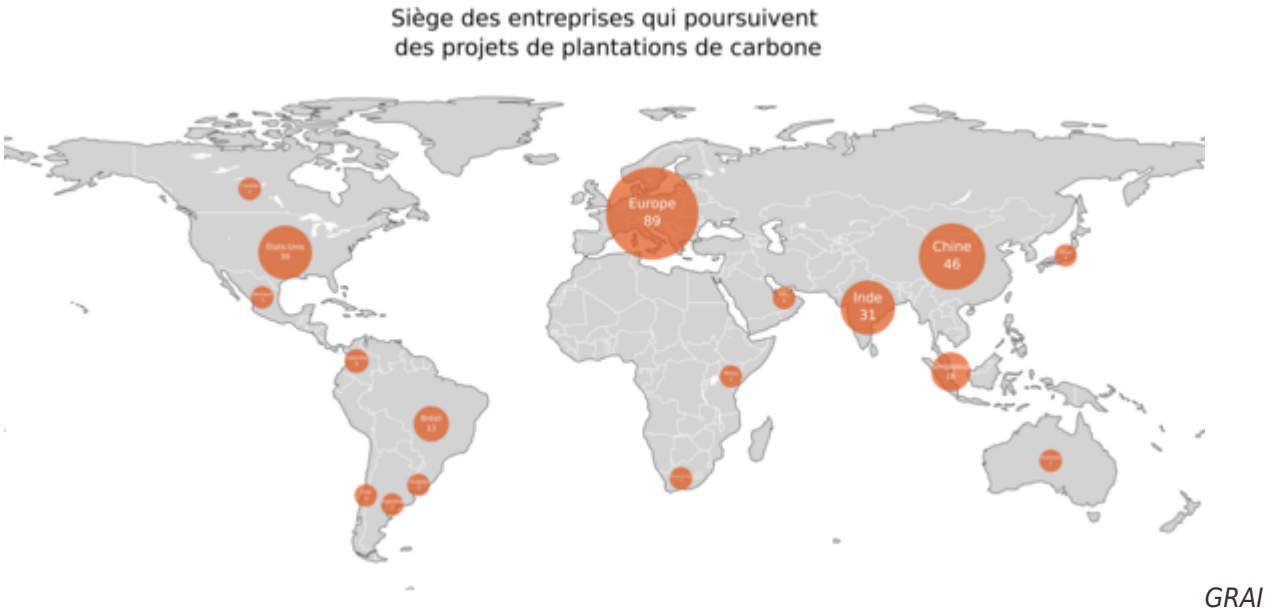
Un nombre encore plus important de projets sont mis en œuvre dans de petites exploitations agricoles. En général, dans ces cas, les exploitant·es doivent démontrer disposer d'un titre de propriété sur les terres et il leur est demandé de signer des contrats qui les obligent à planter et à entretenir un certain nombre d'arbres sur une partie de leurs terres. Selon ces contrats, les exploitant·es transfèrent aux promoteurs du projet les droits sur le carbone contenu dans les arbres et dans le sol. Bien que ces contrats ne les forcent pas à quitter leurs terres, ils correspondent à une forme de production sous contrat. Les agriculteurs et agricultrices cèdent effectivement le contrôle d'une partie de leurs terres à une entreprise extérieure pour plusieurs décennies et n'ont plus le choix des activités menées sur leurs terres. Les projets peuvent également encourager, et dans certains cas faciliter directement, le passage de formes collectives de gestion des terres à une propriété individuelle privatisée. *(Voir Encadré 2 : Le colonialisme du carbone)*<

Les investisseurs comptent obtenir d'immenses profits de ces transactions. Les projets que nous avons extraits des registres de Verra et Gold Standard généreront à eux seuls 2,5 milliards de crédits carbone (1 crédit = 1 tonne de CO2 éliminée) au cours de leur durée de vie. Avec un prix moyen d'environ 10 dollars des États-Unis par crédit, cela représente une manne potentielle de 25 milliards de dollars[15].

Les « idiots » arrivent !

Si ces projets sont exclusivement mis en place dans des zones rurales où les émissions par habitant sont extrêmement faibles, c'est tout le contraire en ce qui concerne les entreprises

qui en sont à l'origine. À l'exception de ce qui se passe en Inde et en Chine, la plupart des projets carbone sont menés par des entreprises étrangères de pays riches dont le bilan en matière d'émissions est épouvantable, comme les Pays-Bas, les États-Unis, Singapour, la Suisse, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et les Émirats arabes unis[16]. Une dynamique coloniale est clairement à l'œuvre et les entreprises et les grandes ONG des pays du Nord utilisent une fois de plus les terres des communautés du Sud global pour leurs propres objectifs et dans leur propre intérêt.



GRAI

N et UChicago Data Science Institute (cliquez sur la carte pour une meilleure résolution)

Bon nombre d'acteurs à l'origine de cette nouvelle vague d'accaparement des terres sont en fait des récidivistes de l'accaparement mondial des terres agricoles qui a eu lieu il y a une quinzaine d'années. C'est particulièrement le cas en Afrique. *(Voir Encadré 3 : Les accapareurs de terres reprennent du service en Afrique*). Plusieurs entreprises du secteur forestier ont également un lourd bilan en matière d'accaparement de terres et de conflits avec les communautés locales. Par exemple, une grande partie des terres utilisées par les vastes plantations d'eucalyptus du géant brésilien du papier Suzano, impliqué dans trois projets de plantation de carbone à grande échelle, a été arrachée aux populations autochtones et traditionnelles du Brésil[17]. Par ailleurs, un nombre non négligeable de développeurs de projets sont connus pour être à l'origine de transactions illégales et de scandales financiers. Parmi ceux-ci figurent :

- Ricardo Stoppe Jr, le « roi du carbone » du Brésil, qui a été arrêté en juin 2024 pour avoir mis en place un système illégal de vente de crédits carbone et d'accaparement de terres[18] ;
- Martin Vorderwulbecke, un homme d'affaires allemand qui a mis en place un projet carbone basé sur des plantations de margousier au Paraguay, et qui est accusé d'avoir escroqué la compagnie aérienne nationale slovène de plusieurs millions de dollars[19] ;
- Alexis Ludwig Leroy, un négociant en carbone franco-suisse qui développe des projets de plantation d'arbres en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo, qui ferait l'objet d'une enquête pour blanchiment d'argent et liens financiers avec la « reine de la cocaïne » colombienne[20] ;
- Vittorio Medioli, un homme d'affaires et homme politique italo-brésilien possédant une plantation de compensation carbone au Brésil, qui a été

condamné par les tribunaux brésiliens pour évasion monétaire et poursuivi pour formation de cartels et de gangs dans le secteur des transports[21] ; et

- le Cheikh Ahmed Dalmook al Maktoum, membre de la famille royale des Émirats arabes unis, qui cherche à acquérir des dizaines de millions d'hectares de terres en Afrique pour des projets de compensation carbone. Il est accusé d'avoir surfacturé le Ghana pour la fourniture de vaccins Covid fabriqués en Russie, et il a été conseillé dans ses contrats carbone en Afrique par un homme d'affaires italien condamné pour une fraude à la faillite qui a coulé l'une des plus grandes sociétés de télécommunications italiennes[22].

L'argent que se disputent ces cowboys du carbone provient principalement des entreprises les plus polluantes du monde, qui souhaitent acheter des crédits carbone pour masquer leurs émissions. En tête de liste des acheteurs de crédits se trouvent les entreprises de combustibles fossiles (*voir Encadré 4 : Planter des arbres pour extraire du pétrole).* Mais on y trouve aussi des « géants de la tech » comme Meta et Apple, des sociétés agroalimentaires comme Danone et Coca-Cola, et des chaînes de supermarchés comme Mercado Libre et Carrefour. Amazon et les organisations philanthropiques de son propriétaire milliardaire, Jeff Bezos, sont également très impliquées. Jeff Bezos achète des crédits et finance les ONG et les entreprises qui exploitent les plantations, par l'intermédiaire d'initiatives telles que le fonds AFR100, qui s'est fixé pour objectif de planter des arbres sur 100 millions d'hectares en Afrique[23]. Il en va de même pour les banques de développement, telles que la FMO (Pays-Bas), l'International Development Finance Corporation (États-Unis) ou la Société financière internationale (Banque mondiale), qui accordent des prêts bon marché, des assurances contre les risques politiques et même des prises de participation à de nombreuses sociétés de plantations de compensation carbone.

Encadré 2 : Le colonialisme du carbone

Le 15 avril 2022, un groupe d'environ 150 agriculteurs et agricultrices s'est rassemblé devant les locaux du supermarché belge Colruyt. Debout derrière des brouettes de terre, les manifestant·es ont accusé l'entreprise de « voler des terres » en achetant des centaines d'hectares des rares terres agricoles du pays, dans le cadre d'une campagne paradoxalement censée promouvoir l'achat local. « Chaque parcelle de terre achetée par Colruyt est une parcelle de terre arrachée aux exploitations familiales belges », ont-ils déclaré[24].

Loin de là, en République démocratique du Congo, la chaîne de supermarchés acquiert également des terres, mais pour des raisons qui n'ont rien de « local ». En 2021, Colruyt a obtenu une concession de 10 656 hectares dans la province de Kwango pour une durée de 25 ans. Ceci représente environ 50 fois la superficie de ses terres agricoles en Belgique. L'entreprise prévoit de créer des plantations d'arbres pour compenser ses émissions sur ces terres, actuellement utilisées par la population locale pour des cultures vivrières, et d'engager des agents de sécurité pour protéger les arbres des villageois et de leur agriculture « sur brûlis » [25].
Dans l'Ouganda voisin, la chaîne suédoise de hamburgers Max achète également des crédits dans le cadre d'un projet de plantation de compensation carbone, mais avec une approche différente. Plutôt que de déplacer les exploitations agricoles locales, elle incite les exploitant·es à planter des arbres sur leurs propres terres. Les agriculteurs et agricultrices y participant signent un contrat stipulant leur obligation de planter et entretenir les arbres, de recevoir des semis et une petite formation et de se soumettre

à des contrôles périodiques. En retour, on leur verse des paiements pour les crédits carbone achetés par Max pour compenser ses hamburgers.
Mais lorsqu'une équipe de journalistes du site suédois Aftonbladet a visité les exploitations début 2024, ils ont découvert une réalité effrayante[26]. Les paysan·nes ont déclaré avoir planté les arbres comme prévu, sans savoir que ces arbres compensaient la pollution d'une entreprise. Les choses avaient bien commencé, mais les arbres ont vite poussé et ont rapidement commencé à envahir leurs champs, absorbant toute la lumière du soleil, les nutriments et l'eau. Les 100 dollars par an versés au titre des crédits carbone ne couvraient pas la perte de nourriture et de revenus de leurs cultures. Huit ans après le début du projet, l'équipe de journalistes suédois a constaté que les exploitant·es souffraient de la faim et que certain·es abattaient les arbres malgré les menaces de peines de prison pour rupture de contrat proférées par le promoteur du projet.
« J'étais ce qu'on appelle un agriculteur modèle », déclare Samuel Byarugaba, l'un des agriculteurs concernés. « Les gens venaient me voir pour s'informer sur l'agriculture et j'étais fier de montrer notre ferme. Nous avions assez de nourriture pour couvrir nos propres besoins et nous pouvions vendre le surplus. Aujourd'hui, tout a disparu. »

.

Des grandes sociétés du secteur financier commencent également à s'impliquer dans le secteur, signe inquiétant que des financements beaucoup plus importants pourraient être levés. Rabobank et BTG Pactual sont des exemples majeurs d'acteurs financiers qui lancent actuellement des fonds spécialisés pour investir dans les plantations de compensation carbone au nom de fonds de pension, de milliardaires, de fonds souverains, de fonds de dotations universitaires, de banques de développement et d'autres investisseurs institutionnels. Leurs investissements dans les plantations de compensation carbone s'inscrivent dans le droit fil des propriétés foncières que bon nombre de ces acteurs ont déjà accumulées en investissant dans le bois et les terres agricoles[27].

Le Renewable Resources Group, par exemple, est une société étasunienne de capital-investissement qui compte parmi ses investisseurs Goldman Sachs et le fonds de dotation de l'université de Harvard. Cette société s'est spécialisée dans la « monétisation » de l'eau en achetant des terres dans des régions du monde où elle peut avoir accès à une irrigation bon marché pour produire des cultures à haute valeur ajoutée destinées à l'exportation, comme le raisin et les petits fruits. Elle a déjà acquis plus de 100 000 hectares de terres agricoles dans certaines régions du Mexique, des États-Unis, du Chili et de l'Argentine où il existe des problèmes de pénurie d'eau[28]. Récemment, elle a créé une division spécialisée dans les « solutions basées sur la nature » par le biais de laquelle elle a acquis le fonds d'investissement privé 12Tree, basé en Allemagne. Depuis 2017, 12Tree a acquis 20 000 ha de terres en Amérique latine et en Afrique pour établir des fermes « régénératives », dans lesquelles elle plante des arbres qui lui permettent de générer des crédits carbone[29].

Escroqueries certifiées

L'une des grandes différences entre l'accaparement des terres pour la production alimentaire hier et l'accaparement des terres pour la compensation carbone aujourd'hui est que les contrats carbone sont « certifiés ». Verra et Gold Standard, deux des principaux certificateurs, reçoivent d'importantes sommes d'argent pour s'assurer que les projets de

compensation sont menés en consultation avec les communautés locales, qu'ils évitent un déplacement de populations et qu'ils leur procurent même certains avantages. C'est le genre de système dont des agences comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Banque mondiale ont longtemps affirmé qu'il résoudrait les problèmes liés à l'accaparement des terres agricoles à l'échelle mondiale.

Pourtant, nos données et le nombre croissant d'enquêtes menées par des universitaires, des médias et la société civile sur des projets certifiés par ces entreprises démentent ces affirmations[30]. Comment peut-on s'attendre à ce qu'un marché fondé sur l'acquisition de terres de communautés rurales et autochtones du Sud global, au profit d'entreprises du Nord, puisse être autre chose qu'un gigantesque accaparement de terres ? Aucun mécanisme de partage des avantages, souvent intégré dans ces accords sur le carbone, ne peut modifier ce résultat.

Encadré 3 : Les accapareurs de terres reprennent du service en Afrique

La ruée vers les terres qui a suivi les crises alimentaire et financière de 2007-2008 a durement touché l'Afrique. Des centaines de communautés ont été déplacées de leurs terres pour faire place à de grandes exploitations agricoles industrielles. Pourtant, bien que nombre de ces projets aient lamentablement échoué, les communautés se battent toujours pour récupérer leurs terres[31]. Certains des coupables de cette ruée vers les terres agricoles (et leurs proches « cousins ») tentent aujourd'hui d'obtenir des terres pour des plantations de compensation carbone. En voici quelques exemples.

Gagan Gupta : En tant que président du géant de l'agroalimentaire Olam International, cet homme d'affaires singapourien a supervisé l'acquisition de 300 000 hectares de terres au Gabon en 2011 pour y construire la plus grande plantation de palmiers à huile d'Afrique. Depuis, l'opération s'est embourbée dans des conflits avec les communautés. Aujourd'hui, M. Gupta dirige une société de plantation d'arbres basée aux Émirats arabes unis, Sequoia Plantation, qui est en train d'acquérir 200 000 hectares au Togo, au Gabon et en République du Congo pour des plantations d'arbres à grande échelle avec des éléments de compensation carbone, malgré les protestations des communautés concernées[32].

Kevin Godlington : Cet homme d'affaires britannique a orchestré plusieurs transactions foncières à grande échelle qui ont échoué en Sierra Leone. L'une d'entre elles était une plantation de palmiers à huile dans le district de Port Loko, qui a entraîné le déboisement de forêts et l'éviction des populations de leurs terres, avant de faire faillite. Toujours aussi déterminé, K. Godlington s'attaque aujourd'hui aux mêmes terres avec une nouvelle entreprise cotée à la Bourse de Toronto qui prétend avoir des droits de bail sur 57 000 ha pour planter des arbres en vue d'obtenir des crédits carbone, dont certains ont déjà été achetés par British

Petroleum. Comme pour la première série de transactions foncières, et quelle que soit l'issue de l'affaire, Kevin Godlington a déjà empoché des millions de dollars grâce à ce projet[33].

Carter Coleman : Cet homme d'affaires britannique a créé la tristement célèbre rizière Kilombero Plantation Limited sur 5 818 ha de terres communautaires contestées au cœur du Corridor de croissance agricole du sud de la Tanzanie. Malgré le soutien massif de banques de développement et d'investisseurs étrangers, l'entreprise a fait faillite en 2019. M. Coleman est aujourd'hui de retour avec une nouvelle société appelée Udzungwa Corridor Limited, qui vise à générer des crédits carbone en plantant des « bois durs tropicaux rares » sur une bande de terre de 7 500 hectares louée à des exploitations agricoles locales le long de la réserve naturelle de Kilombero[34].

Andrea Tozzi : Cet homme d'affaires italien, PDG de l'entreprise familiale Tozzi Green, a acquis 11 000 hectares de terres dans 3 communes de la région d'Ihorombe, à Madagascar, en 2012 et 2018, pour y cultiver du jatropha, une plante destinée à la production de biocarburants. Ce projet a échoué et l'entreprise s'est tournée vers la culture du maïs pour l'alimentation animale et la production d'huiles essentielles. Pendant tout ce temps, les communautés se sont battues pour récupérer leurs terres, dont elles disent avoir besoin pour faire paître leur bétail et produire des aliments pour leurs familles. M. Tozzi tente à présent de sauver son projet en remplaçant le maïs par des plantations d'acacias et d'eucalyptus pour obtenir des crédits carbone, ce à quoi les communautés, notamment celles d'Ambatolahy, s'opposent toujours fermement[35].

Karl Kirchmayer : Cet homme d'affaires autrichien, qui a passé des années à racheter 147 000 hectares de terres agricoles en Europe de l'Est, est aujourd'hui à la tête d'une entreprise d'accaparement des terres en Afrique, ASC Impact. Il travaille en partenariat avec un conseiller principal du président ougandais et un homme d'affaires de Dubaï proche de la famille royale, pour vendre à des entreprises des Émirats arabes unis 60 millions de tonnes de crédits carbone issus de projets de plantation d'arbres et de mangroves, principalement en Afrique. ASC Impact est actuellement en train de négocier la vente de 27 000 ha en Éthiopie, 25 000 en Angola et 270 000 en République du Congo !

Frank Timis : Cet homme d'affaires roumano-suisse est le

fondateur et l'actionnaire majoritaire d'African Agriculture Holdings Inc, une société étasunienne cotée au Nasdaq. Cette dernière a racheté à une société italienne en faillite 25 000 hectares de terres que des communautés locales du Sénégal cherchent à récupérer depuis plus de dix ans.

Son entreprise est également responsable de la plus grande transaction foncière de notre base de données : deux baux aberrants de 49 ans couvrant 2,2 millions d'hectares au Niger, où l'entreprise produira des crédits carbone en plantant des pins.

Et même si neuf million d'hectares, c'est déjà trop, les choses pourraient encore s'aggraver. Les négociations climatiques des Nations Unies s'orientent vers la mise en place d'un mécanisme international d'échange de quotas carbone qui permettrait aux gouvernements des pays fortement pollueurs et à leurs entreprises de compenser les émissions nationales en concluant des accords pour des projets carbone menés dans d'autres pays, principalement dans les pays du Sud global[36]. Si cela se concrétisait, la valeur des crédits de carbone pourrait grimper en flèche, ce qui entraînerait une demande encore plus forte de terres pour la plantation d'arbres. Des pressions viennent également d'initiatives visant à créer des marchés pour les compensations de biodiversité, ce qui déclencherait une frénésie parmi les investisseurs désireux de s'enrichir rapidement en exploitant les terres des paysan·nes, des peuples autochtones et des populations pastorales[37].

L'idée selon laquelle la plantation d'arbres ou d'autres moyens de générer des crédits carbone pourraient compenser les émissions de combustibles fossiles est une dangereuse diversion, incompatible avec les réductions réelles des émissions qui sont nécessaires pour faire face à la crise climatique[38]. Par exemple, même si les estimations douteuses de réduction des émissions des 279 projets de notre base de données étaient vraies, elles ne représenteraient que 55 millions de tonnes de CO2 par an, ce qui est loin d'être suffisant pour couvrir les 90 millions de tonnes d'émissions mondiales de CO2 supplémentaires générées l'an dernier par les combustibles fossiles[39].

Les organisations et mouvements sociaux doivent dénoncer sans relâche ces contradictions, ces méfaits et ces fraudes. Nous devons également fournir davantage d'informations aux communautés sur le terrain. Elles sont souvent désorientées par ce que leur disent les promoteurs des projets et ne savent pas ce que d'autres communautés ont vécu. Elles ne sont presque jamais informées de la manière dont les projets sont conçus pour permettre aux multinationales de continuer à polluer et de la manière dont cette pollution est liée aux terribles impacts qu'elles subissent du fait du changement climatique. Le battage médiatique autour de l'argent à gagner, sous l'appellation trompeuse de « partage des avantages», peut créer des divisions au sein des communautés et inciter certaines familles à signer des contrats qu'elles pourraient rapidement regretter. Comme tous ces projets carbone reposent sur la propriété foncière formelle, ils peuvent également fragiliser les systèmes communautaires de gestion des terres.

Dans certains cas, des communautés ont été confrontées à des violences et des intimidations pour s'être opposées à des projets de compensation carbone, et cette situation ne fera que s'aggraver. Il devient donc de plus en plus urgent de partager les informations et les expériences sur l'accaparement des terres pour la compensation

carbone – au niveau local, national, régional et international – afin de pouvoir y mettre un terme. La double menace qui pèse sur les communautés, à savoir le changement climatique lui-même et les solutions criminelles qui sont proposées pour y faire face, est intolérable.

Merci au Data Sciences Institute de l'Université de Chicago, à Linda Pappagallo et à Manveetha Muddaluru pour leur aide dans l'élaboration de la base de données.

Encadré 4 : Planter des arbres pour extraire du pétrole

En septembre 2023, la compagnie pétrolière Shell a choqué les marchés du carbone en annulant brusquement ses projets de plantation d'arbres sur 12 millions d'hectares de terres d'ici à 2030, soit une superficie trois fois supérieure à celle de son pays d'origine, les Pays-Bas[40]. Il n'y avait cependant pas de quoi se réjouir, car la société a également abandonné ses projets visant à réduire la production de pétrole[41]. Il n'est d'ailleurs pas certain que Shell se retire complètement du secteur de la compensation carbone. L'entreprise détient toujours une participation majoritaire dans une entreprise néerlandaise de biodiesel qui cherche à générer des crédits carbone en plantant du pongamia sur 120 000 ha au Paraguay.

L'enthousiasme des partenaires européens de Shell pour les plantations de compensation carbone ne s'est pas encore tari. L'entreprise italienne Eni a créé une entreprise de biocarburants qui cherche à obtenir des crédits carbone au Kenya en établissant des contrats avec des agriculteurs et agricultrices pour la production de noix de croton sur une superficie initiale de 40 000 hectares. British Petroleum (BP) a versé au début de l'année 2,5 millions de dollars à l'entreprise canadienne Carbon Done Right pour des crédits carbone issus d'un projet de plantation d'arbres de 57 000 ha mené par l'entreprise en Sierra Leone. La compagnie pétrolière française TotalEnergies a quant à elle un projet de plantation massive d'acacias sur 38 000 hectares en République du Congo pour compenser ses émissions. Les enquêtes menées sur ces trois projets font état de graves répercussions sur les populations agricoles locales[42].

Deux des plus grandes sociétés énergétiques japonaises sont engagées dans les plantations de compensation des émissions de carbone. Marubeni gère un projet de plantation de pins et d'eucalyptus de 31 000 ha en Angola, en partenariat avec un homme d'affaires argentin[43]. Mitsui, par l'intermédiaire de sa filiale australienne New Forests, établit actuellement des plantations d'arbres destinées à générer des crédits carbone sur des terres agricoles louées dans le nord de la Tasmanie. Par l'intermédiaire de sa Plateforme africaine d'impact forestier, l'entreprise a récemment acquis Green Resources AS, « une société norvégienne de plantation forestière et de crédits carbone tristement célèbre pour ses antécédents d'accaparement de terres, de violations des droits humains et de destruction de l'environnement en Ouganda, au Mozambique et en Tanzanie » [44].

Notes :

[1]Extrait d'une vidéo disponible sur X : https://x.com/BenSwann_/status/1772251466314416198

[2]TIG, « BTG Pactual Timberland Investment Group to provide Microsoft with 8 million carbon removal credits », juin 2024 : https://timberlandinvestmentgroup.com/btg-pactual-timberland-investment-group-to-provide-microsoft-

with-8-million-carbon-removal-credits/
[3]Shanna Hanbury, « US conservation investment routed to eucalyptus expansion in Brazil's Cerrado », Mongabay, juin 2023 : https://news.mongabay.com/2023/06/u-s-conservation-investment-routed-to-eucalyptus-expansion-in-brazils-cerrado/
[4]Rabobank, « Carbon removal lessons from Microsoft's Chief Environmental Officer », janvier 2022 : https://www.rabobank.com/about-us/carbon-bank/011191566/carbon-removal-lessons-from-microsofts-chief-environmental-officer
[5]Le partenaire de Rabobank est le groupe Botuverá, une entreprise de logistique et d'agroalimentaire qui gère 47 000 hectares de soja, de maïs et de bétail dans les biomes de l'Amazonie, du Cerrado et de la forêt atlantique du Brésil. Elle appartient à la famille Bissoni, qui a été condamnée à plusieurs reprises à des amendes et accusée de déforestation illégale, de fraude, de conflit d'intérêts et de mauvaise gestion des feux de forêt. Voir Mighty Earth, « Rapid Response Soy & Cattle Report », janvier 2021 : https://mightyearth.org/wp-content/uploads/RR_Report_Jan-2021.pdf et Andrew Wasley et Elisângela Mendonça, « As blazes on embargoed Amazon land surge, links to meat industry emerge », Mongabay, juillet 2021 : https://news.mongabay.com/2021/07/as-blazes-on-embargoed-amazon-land-surge-links-to-meat-industry-emerge/
[6]REDD-Monitor, « Rabobank's tree planting project in Côte d'Ivoire overestimates carbon credits by 600%. Microsoft is one of the buyers of these credits », juillet 2024 : https://reddmonitor.substack.com/p/rabobanks-tree-planting-project-in
[7]Follow the Money, « Rabobank promises a better world with dubious carbon offsets », juillet 2024 : https://www.ftm.eu/articles/rabobank-promises-a-better-world-with-dubious-carbon-offsets
[8]Mouvement mondial pour les forêts tropicales, « Une nouvelle activité destructrice : les crédits carbone des plantations d'arbres », juin 2024 : https://www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-270
[9]Mouvement mondial pour les forêts tropicales, « Les plantations d'arbres pour le marché du carbone : plus d'injustice pour les communautés et leurs territoires », juin 2024. https://www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-270
[10]REDD = Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts.
[11]GRAIN et al., « Communiqué de presse : Stop à la compensation carbone ! » 4 décembre 2023 : https://grain.org/fr/article/7073-stop-a-la-compensation-carbone ; IPES, « Inégalité Foncière », mai 2024 : https://ipes-food.org/fr/report/inegalite-fonciere/
[12]Sur les impacts des projets REDD+ sur les communautés, voir WRM & GRAIN, « Comment les projets REDD+ fragilisent l'agriculture paysanne et les solutions réelles au changement climatique », octobre 2015 : https://www.wrm.org.uy/fr/publications/comment-les-projets-redd-fragilisent-lagriculture-paysanne-et-les-solutions-reelles-au-changement-climatique Pour plus d'informations sur les questions d'agriculture carbone, voir GRAIN, « De l'accaparement des terres à l'accaparement des sols : le nouveau business de l'agriculture carbone », février 2022 : https://grain.org/fr/article/6814.
[13]Rien qu'en Australie, une étude récente a recensé 182 projets de reboisement destinés à générer des crédits carbone, couvrant 42 millions d'hectares. Voir Adam Morton, « Australia's carbon credits system a failure on global scale, study finds », Guardian, mars 2024 : https://www.theguardian.com/environment/2024/mar/27/australias-carbon-credits-system-a-failure-on-global-scale-study-finds
[14]Pour une répartition des projets par région, voir : https://docs.google.com/spreadsheets/d/1_tbJjapr6gwgVXlA4cxot7FxbnhmCP8kQbKh173sf5A/
[15]Prix moyen estimé par 8 Billion Trees, mars 2024 : https://8billiontrees.com/carbon-offsets-credits/new-buyers-market-guide/carbon-credit-pricing/
[16]Pour voir la répartition géographique des sièges sociaux des entreprises à l'origine des projets, voir : https://docs.google.com/spreadsheets/d/1TlRXSVJmpkp6_tJ8VNdcBYNvDcPaY9CQYqdwOWfYPd0/
[17]WRM, « What you need to know about Suzano Papel e Celulose », août 2023 :

https://www.wrm.org.uy/fr/publications/what-you-need-to-know-about-suzano-papel-e-celulose ; NFU Canada, « Resisting land grabs for eucalyptus plantations in Brazil », octobre 2023 : https://www.nfu.ca/nfu-event/resisting-land-grabs-for-eucalyptus-plantations-in-brazil/

[18]Fernanda Wenzel, « Brazil police raid Amazon carbon credit projects exposed by Mongabay », Mongabay, juin 2024 : https://news.mongabay.com/2024/06/brazilian-investigators-raid-amazon-carbon-credit-projects-exposed-by-mongabay/ ; Claudia Antunes, « 'Carbon cowboys' ride into an Amazonian storm », Sumauma, juin 2023 : https://sumauma.com/en/caubois-do-carbono-loteiam-a-amazonia/

[19]Tomaž Modic et Vesna Vuković, « Izginuli milijoni Adrie končali v Južni Ameriki? » Necenzurirano, mars 2023 : https://necenzurirano.si/clanek/preiskovalne-zgodbe/izginuli-milijoni-adrie-koncali-v-juzni-ameriki-762446 ; « Adria's former owner regroups », Exyuaviation, mars 2020 : https://www.exyuaviation.com/2020/03/adrias-former-owner-regroups.html

[20]« Un spécialiste genevois des énergies renouvelables soupçonné de blanchiment », Gotham City, août 2019 : https://gothamcity.ch/2019/08/14/un-specialiste-genevois-des-energies-renouvelables-soupconne-de-blanchiment/ ; « El hijo de Conde-Pumpido recibió un crédito de 1M de un banco usado por narcos », Lo Que Se Oculta, mai 2018 : https://www.loqueseoculta.informe25.com/2018/05/espana-el-hijo-de-conde-pumpido-recibio.html

[21]Wikipedia : https://pt.wikipedia.org/wiki/Vittorio_Medioli; « Cortadores de cana são libertados de trabalho escravo em Goiás », Repórter Brasil, avril 2010 : https://reporterbrasil.org.br/2010/04/cortadores-de-cana-sao-libertados-de-trabalho-escravo-em-goias/

[22]Patrick Greenfield, « The new 'scramble for Africa': how a UAE sheikh quietly made carbon deals for forests bigger than UK », Guardian, novembre 2023 : https://www.theguardian.com/environment/2023/nov/30/the-new-scramble-for-africa-how-a-uae-sheikh-quietly-made-carbon-deals-for-forests-bigger-than-uk ; Matteo Civillini, « Meet the Italian fugitive advising Emirati start-up Blue Carbon », Climate Home News, novembre 2023 : https://www.climatechangenews.com/2023/11/23/meet-the-italian-fugitive-advising-emirati-start-up-blue-carbon/

[23]Le One Earth Fund de Bezos est également à l'origine du Land & Carbon Lab (https://www.landcarbonlab.org). Pour plus d'informations sur AFR100, voir : https://afr100.org. Sur les projets de plantations d'arbres d'Amazon, voir : https://www.aboutamazon.com/news/sustainability/amazon-pledges-support-to-forests-and-communities-in-the-brazilian-amazon. https://www.aboutamazon.com/news/sustainability/updates-on-amazons-sustainability-efforts-to-aid-nature-based-solutions-and-carbon-removal. https://www.newswire.ca/news-releases/viridis-terra-collaborates-with-amazon-on-innovative-agroforestry-project-in-the-peruvian-amazon-rainforest-849817454.html

[24]« Colruyt accusée d'accaparer les terres agricoles au détriment des fermes familiales », RTBF, avril 2022 : https://www.rtbf.be/article/colruyt-accusee-d-accaparer-les-terres-agricoles-au-detriment-des-fermes-familiales-10975432

[25]Voir la section sur Colruyt dans la base de données sur les transactions foncières sur les plantations de compensation carbone.

[26]Staffan Lindberg, « Swedish fast food chain Max is offsetting its emissions – so we can eat burgers with a clear conscience » (Traduction non officielle), Aftonbladet, mai 2024 : https://farmlandgrab.org/32199

[27]Voici d'autres exemples notables qui apparaissent dans la base de données : The Rohatyn Group, Finance in Motion/Arbaro Fund, Ardian/Averrhoa Nature-Based Solutions Fund, Gavea Investimentos/Re:Green, TIAA-CREF, Aavishkaar Group et l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Voir également : GRAIN, « Verdissement de l'accaparement des terres agricoles

dans le monde », mai 2021 : https://grain.org/fr/article/6673
[28]GRAIN, « L'accaparement de l'eau par l'industrie alimentaire mondiale assoiffe les communautés locales » , septembre 2023 : https://grain.org/fr/article/7041
[29]Voir l'entrée RRG dans la base de données des transactions foncières pour les plantations de compensation carbone.
[30]GRAIN et al., « Communiqué de presse : Stop à la compensation carbone ! » 4 décembre 2023 : https://grain.org/fr/article/7073-stop-a-la-compensation-carbone
[31]GRAIN, « Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact » Juin 2016 : https://grain.org/fr/article/5508
[32]« Le collectif des ressortissants des plateaux Batéké hostiles à la culture de l'eucalyptus dans le Haut- Ogooué », Gabon News, avril 2024 : https://m.gabonews.com/fr/actus/environnement/article/le-collectif-des-ressortissants-des-plateaux
[33]SILNORF & HEKS, « Carbon done wrong », mai 2024 : https://www.heks.ch/sites/default/files/documents/2024-05/HEKS_Silnorf_Port_Loko.pdf
[34]Voir la section sur Reterra Limited dans la base de données sur les transactions foncières pour les plantations de compensation carbone, et l'Oakland Institute, « Trendy but Risky : Questioning Outgrower Schemes in Light of the Agrica Rice Plantation in Tanzania », juillet 2015 : https://www.oaklandinstitute.org/blog/trendy-but-risky-questioning-outgrower-schemes-agrica
[35]Collectif Tany et al. « Open letter to Tozzi Green, BIO, Finnfund and the government of Italy », mai 2024 : https://farmlandgrab.org/32230 . Une réponse à GRAIN de la part de Conseillers en Communication Ad Hoc au nom de Tozzi Green concernant les informations présentées dans ce rapport est disponible ici.
[36]REDD-Monitor, « Article 6: A loophole that risks undermining the Paris Agreement », janvier 2024 : https://reddmonitor.substack.com/p/article-6-a-loophole-that-risks-undermining
[37]Déclaration de la société civile sur les mesures compensatoires et les crédits en faveur de la biodiversité, juillet 2024 : https://uploads.strikinglycdn.com/files/6b8403fe-598b-4d82-b144-a3db51679b62/Civil society statement on biodiversity offsets and credits_FR_WEB.pdf
[38]CLARA, « CLARA responds to SBTi rejection of using carbon credits as offsets for addressing scope 3 emissions », 30 juillet 2024 : https://www.clara.earth/publications
[39]https://essd.copernicus.org/articles/15/5301/2023/
[40]ActionAid, « Shell's net zero climate plans need land up to three times the size of the Netherlands for carbon offsets », mai 2021 : https://actionaid.org/news/2021/shells-net-zero-climate-plans-need-land-three-times-size-netherlands-carbon-offsets ; Milieudefensie, « How Shell is using Nature Based Solutions to continue its fossil fuel agenda », octobre 2022 : https://en.milieudefensie.nl/news/shells-pipe-dream
[41]REDD-Monitor, « Shell scraps its carbon offsets programme », septembre 2023 : https://reddmonitor.substack.com/p/shell-scraps-its-carbon-offsets-programme
[42]T&E, « From Farm to Fuel: inside Eni's African biofuels gamble », février 2024 : https://www.transportenvironment.org/articles/from-farm-to-fuel-inside-enis-african-biofuels-gamble ; SILNORF & HEKS, « Carbon done wrong », mai 2024 : https://www.heks.ch/sites/default/files/documents/2024-05/HEKS_Silnorf_Port_Loko.pdf ; Source-Material, « Farmers say oil giant's tree-planting scheme has barred them from their fields and threatens livelihoods », décembre 2022 : https://www.source-material.org/total-oil-congo-carbon-offsetting-project-indigenous-land-forest/
[43]Voir la section sur Marubeni dans la base de données sur les transactions foncières pour les plantations de compensation carbone.
[44] Oakland Institute, « Green Colonialism 2,0 », août 2023 : https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/green-colonialism.pdf

La source originale de cet article est grain.org
Copyright © Grain, grain.org, 2024

Articles Par : **Grain**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca